

Actualité

Les droits des homosexuels

Edition : juin 2004

Le mariage homosexuel serait un bien, puisqu'on pourrait avoir les mêmes droits que les couples hétérosexuels. Sur les frontons des mairies il est marqué «Egalité, Fraternité, Liberté».

Ça m'est complètement égal, ils peuvent se marier, pas se marier. Je trouve ça un peu bête parce que finalement on sait qu'il y a plein de mariages qui finissent par des divorces, donc c'est se mettre dans des embêtements pour rien.

Les droits des homosexuels sont à l'avant-scène de la vie politique en France en ce moment. A Bègles près de Bordeaux, deux hommes ont célébré le premier mariage homosexuel dans une mairie. Mais la consécration de leur union n'a pas de valeur légale et le maire qui a officié à la cérémonie, Noël Mamère du parti des Verts, risque une sanction du gouvernement.

Les couples homosexuels ont déjà le droit de faire reconnaître leur relation grâce au PaCS - le Pacte civil de solidarité - introduit en 1999. Mais le PaCS ne donne pas aux couples homosexuels tous les avantages sociaux qu'ont les couples hétérosexuels. Jean-Philippe Salini de Gay Pride:

C'est vrai qu'on a eu le PACS, mais le PACS ça a été un peu fait à la légère. Il y a beaucoup de conditions au niveau de PACs qui ne sont pas valables. C'est-à-dire au niveau héritage, si une personne d'un couple homosexuel vient à décéder, le survivant n'a aucun droit d'héritage, à moins qu'il y ait eu des papiers faits à l'avance.

Il y a aussi des questions de vie et de mort. Le don d'organes est très contrôlé en France, pour éviter que ça ne devienne l'objet d'un trafic, et c'est uniquement à l'intérieur d'une famille proche qu'un don peut être fait sans trop de formalités. Un réalisateur homosexuel, Philip Brooks, est mort suite au refus par les autorités d'un don pour une greffe que son partenaire pacsé aurait volontiers rendue possible.

Il y a eu dernièrement un cas d'un couple homosexuel qui était pacsé. Un des deux avait besoin d'une greffe d'un organe. Le seul compatible c'était son compagnon. Et ça a été refusé parce qu'ils étaient pas mariés. Donc on estime aussi que, bon, il faudrait quand même qu'on arrive aux mêmes droits que la population normale.

Mais si logiquement la normalisation des droits peut passer par le mariage homosexuel, certains voient se dessiner des prolongements fâcheux:

Eh bien, moi, je suis pas spécialement pour. Pour la raison que...disons que je suis pas contre leur façon de vivre, mais je pense que si on donne après ce choix-là aux homosexuels, ce qui m'embête un peu c'est qu'ils peuvent aller plus loin au niveau de l'adoption. Et je pense qu'au niveau de l'adoption, bon, c'est un autre problème, mais je pense qu'au niveau de l'adoption ils pensent plus à leur plaisir à eux qu'au bien-être de l'enfant.

Jean-Philippe Salini rejette l'accusation:

Eh bien, sur l'adoption c'est vrai que, bon, en étant marié il y aurait... ça va apporter le problème de l'adoption après. Je pense que, bon, au niveau d'un couple homosexuel ça serait un désir d'adopter un enfant, l'enfant aura quand même une vie concrète. C'est vrai que beaucoup disent que ça risque de choquer au niveau des enfants, de l'éducation des enfants, parce que avoir mettons deux papas, deux mamans, pas être dans un cocon familial normal. Bon il y a quand même des couples lesbiennes qui ont été mariées qui sont après ensemble et qui ont quand même des enfants et les enfants pourtant n'ont pas de problèmes spécifiques. Les enfants se plaignent pas du tout. Je sais que c'est un énorme problème, mais, bon... l'adoption aussi se fait pas concrètement tout de suite, il y a quand même des enquêtes sociales, mais bon si il y a une loi

qui passe là-dessus comme quoi un couple homosexuel pourra adopter, je pense, que il y a quand même des enfants qui seraient plus heureux aussi dans un coton de couple homosexuel que dans un coton hétérosexuel.

Moins controversé est un nouveau projet de loi contre l'homophobie, dont l'adoption est prévue avant la fin de l'année. Le projet de loi relatif à «la lutte contre les propos discriminatoires à caractère sexiste ou homophobe" prévoit des sanctions allant jusqu'à un an d'emprisonnement et 45.000 euros d'amende en cas de "provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur sexe ou de leur orientation sexuelle".

Pour Jean-Philippe Salini, le besoin d'une telle loi est évident. Aujourd'hui en France, comme dans la plupart des pays du monde, c'est impossible pour un couple homosexuel d'afficher une relation dans la sphère publique, sans courir le risque d'être agressé verbalement ou physiquement :

Ca pose des problèmes, ça pose des problèmes; on peut pas vraiment s'afficher complètement dans la rue. Donc c'est quand même honteux d'en arriver là à ce point là.

Il y a beaucoup de personnes qui subissent des agressions physiques parce qu'ils sont homos, ou des injures, mais ils n'osent pas porter plainte parce qu'ils savent qu'après ils ont aucun recours. Il y a des lois qui sont établies au niveau du racisme, mais au niveau de l'homophobie on a aucun recours. Ce qui nous a fait bouger là-dessus c'est l'agression barbare que Sébastien Loucher a subie le 16 janvier. Cette personne s'est fait brûler dans son jardin parce que c'était un couple d'homosexuels et ça faisait deux ans quand même qu'ils avaient des problèmes par rapport à ça. Ils ont déménagé une première fois, parce qu'ils subissaient des vols de voiture, des dégradations de matériel et tout ça. Insultes verbales, insultes physiques aussi parce que ils étaient homosexuels.

Néanmoins, on peut espérer légitimement que la tolérance est en train de gagner du terrain; les associations pour les droits d'homosexuels luttent sans cesse pour que leur place dans la société soit reconnue :

La société a bougé, il y a plus de tolérance, c'est vrai que les agressions la plupart du temps ont lieu par des jeunes. Donc, on pense que déjà en faisant une mise en garde ou une information au départ au niveau des collèges et des lycées on arrivera quand même à avoir une amélioration. Il y a une édition de mallette

qui a été faite pour être incorporée au niveau des collèges et des lycées pour déjà en avant première au niveau éducation apprendre aux gens, aux étudiants à respecter quand même les moeurs de certaines personnes.

Gay Pride France
gaypride.fr